

APPEL À UN LEADERSHIP RENOUVELÉ

Rapport de la Délégation Parlementaire Canadienne sur la Crise des Rohingyas au Bangladesh

Salma Ataullahjan, Sénatrice

Salma Zahid, Députée

Sameer Zuberi, Député



Rapport de la Délégation Parlementaire Canadienne sur la Crise des Rohingyas au Bangladesh

1. Introduction	4
2. Objectif de la Délégation.....	4
3. Rapatriement : aspirations et réalités.....	6
4. Sécurité, Criminalité et Instabilité Transfrontalière	7
5. Une Crise de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Santé Mentale	9
6. Réduction de l'Aide et Désespoir.....	10
7. Pressions des Communautés d'Accueil et Contraintes Politiques	11
8. Les Besoins des Communautés d'Accueil : Vulnérabilité Parallèle et Pression Partagée.....	12
9. La Perspective des ONG Locales.....	13
10. Le Rôle et la Réputation du Canada.....	13
11. Engagement auprès du Gouvernement du Bangladesh : Renforcement des Relations Bilatérales.....	14
12. La Réponse Canadienne sur le Terrain.....	15
13. Réponse Internationale	16
14. Résumé des Principales Conclusions	16
15. Recommandations pour un Engagement Renouvelé du Canada	17
16. Le Rôle du Groupe d'Amitié Parlementaire Canada-Bangladesh dans le Maintien de l'Élan.....	19
17. Conclusion.....	19

1. Introduction

Alors que l'attention mondiale se tourne vers de nouveaux conflits qui s'intensifient, la crise des Rohingyas au Bangladesh, le plus grand site d'accueil de réfugiés au monde, est devenue une tragédie prolongée, marquée par la baisse des financements et la détérioration des conditions de vie. Autrefois au cœur des préoccupations internationales, la situation a aujourd'hui disparu des manchettes, laissant plus d'un million de personnes dans un état de désespoir grandissant. Les défis complexes liés à l'apatridie, à la sécurité et à la survie exigent bien plus qu'une aide à court terme; ils nécessitent une volonté politique soutenue et un engagement de longue durée fondé sur nos principes.

Consciente de ce moment critique, et avec le soutien de Human Concern International (HCI), la plus ancienne organisation caritative musulmane du Canada, une délégation parlementaire canadienne multipartite s'est rendue au Bangladesh du 8 au 15 novembre 2025. L'objectif de cette mission était d'effectuer une évaluation sur le terrain des réalités actuelles auxquelles sont confrontés les réfugiés rohingyas et leurs communautés d'accueil, d'observer les impacts des efforts humanitaires soutenus par le Canada et d'éclairer une réponse politique canadienne renouvelée et durable.

Le présent rapport rend compte des constats de première main de la délégation à Cox's Bazar et à Dhaka. Il propose une analyse d'une crise dans laquelle l'effondrement systémique de l'espoir est devenu le principal moteur de l'instabilité, alimentant une succession de crises en matière de sécurité, de protection et de santé mentale. Il formule des recommandations fondées sur des observations directes, des échanges et des témoignages, afin d'inciter le gouvernement du Canada à réaffirmer son leadership face à l'un des défis les plus urgents en matière de droits de la personne de notre époque.

2. Objectif de la Délégation

Les missions parlementaires d'établissement des faits constituent un outil essentiel de la politique étrangère et de la stratégie humanitaire, en particulier pour les crises prolongées qui ont disparu de l'attention publique et politique. Elles offrent une perspective sans fard que les séances d'information officielles ne peuvent reproduire, en ancrant les discussions politiques dans les réalités vécues des populations touchées. En étant directement témoins, les parlementaires peuvent remettre en question les hypothèses, cerner les risques et les occasions négligés, et bâtir le consensus multipartite nécessaire à un engagement soutenu. Cette mission a été conçue pour remplir cette fonction stratégique.

Les principaux objectifs de la délégation étaient de :

- Évaluer les conditions humanitaires actuelles dans les camps de réfugiés rohingyas.
- Observer les efforts humanitaires soutenus par le Canada sur le terrain.
- Sensibiliser de nouveau le Parlement du Canada à la crise en cours.
- Éclairer une réponse canadienne à long terme, fondée sur nos principes, au moyen de recommandations basées sur des données probantes.

Composition de la Délégation et Titres

La délégation parlementaire était composée des députés et sénateurs suivants :

- **Députée Salma Zahid : Scarborough Centre–Don Valley East (Libéral)**
 - Présidente, Comité permanent de la science et de la recherche
 - Membre du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Bangladesh
- **Député Sameer Zuberi : Pierrefonds–Dollard (Libéral)**
 - Membre, Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration
 - Membre, Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international
 - Membre du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Bangladesh
- **Sénatrice Salma Atallahjan : Ontario (Conservateur)**
 - Membre, Comité sénatorial permanent des affaires étrangères
 - Ancienne présidente, Comité sénatorial permanent des droits de la personne
 - Membre du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Bangladesh

La délégation était accompagnée de Human Concern International (HCI), de Human Concern USA et d'autres experts :

- **Mahmuda Khan** : Directrice générale mondiale, Human Concern International (HCI)
- **Masum Mahbub** : Directeur général, Human Concern USA (HCUSA)
- **Usama Khan** : Conseiller stratégique auprès de la directrice générale de HCI
- **Ahmad Attia** : Directeur général, Gestalt Communications

La méthodologie de la délégation a combiné un engagement diplomatique de haut niveau avec une observation directe sur le terrain. L'itinéraire comprenait des déplacements à Dhaka et à Cox's Bazar, avec des visites ciblées des camps de réfugiés no 4 et no 20 Extension. Cette approche a permis des consultations avec un large éventail d'intervenants, notamment de hauts responsables des Nations Unies (UNDSS, OIM), des conseillers du gouvernement du Bangladesh, le Commissaire à l'aide aux réfugiés et au rapatriement (RRRC), des organisations non gouvernementales locales et internationales, et surtout des membres de la communauté rohingya, en accordant une attention particulière aux témoignages des femmes et des jeunes.

La méthodologie a accordé la priorité aux témoignages directs des populations touchées, afin que leurs voix et leurs priorités soient au cœur des conclusions du présent rapport. Comme l'a souligné le député Sameer Zuberi : « Il était essentiel pour nous d'écouter directement les Rohingyas qui sont les plus touchés. La communauté internationale a la responsabilité de demeurer engagée. Notre visite a approfondi notre compréhension de ce que signifie un soutien concret. »

Le présent rapport repose donc sur une combinaison d'observations directes, de témoignages d'experts et de récits puissants de première main de personnes vivant au cœur de la crise.

3. Rapatriement : aspirations et réalités

L'ampleur et la nature prolongée de la crise des Rohingyas sont saisissantes. Le déplacement du peuple rohingya du Myanmar s'étend sur plus de 40 ans, des vagues majeures de violence et d'expulsions ayant largement précédé le génocide de 2017. Aujourd'hui, les camps de Cox's Bazar accueillent une population d'environ 1,2 million de personnes, bien que des responsables bangladais, en tenant compte de la croissance démographique et des communautés environnantes, estiment désormais que le nombre total de Rohingyas déplacés dans la région se rapproche plutôt de 1,5 million. La crise est aggravée par une réalité démographique préoccupante : environ 30 000 enfants naissent chaque année dans les camps. Un haut responsable bangladais a averti la délégation que la croissance de la population et la prolongation du déplacement entraînent des risques croissants à long terme, en particulier pour les jeunes.

La crise des Rohingyas doit être comprise non pas comme une urgence temporaire, mais comme une situation structurellement prolongée, enracinée dans plus de quatre décennies d'histoire. Bien que le rapatriement au Myanmar demeure l'aspiration ultime du peuple rohingya et l'objectif déclaré de la communauté internationale, les perspectives des jeunes Rohingyas révèlent une crainte profonde et justifiée de retourner dans un contexte de persécution. Cette dynamique fragilise les approches politiques axées sur des échéanciers de rapatriement. Cette réalité exige un changement stratégique des politiques internationales, passant d'une aide humanitaire annuelle à des solutions durables à long terme s'attaquant aux causes profondes du désespoir et de l'instabilité.

Au fil des vastes consultations, les réfugiés rohingyas, particulièrement les jeunes générations, ont exprimé de manière constante un désir profond de retourner dans leur patrie au Myanmar. Il ne s'agit pas d'un simple souhait de relocalisation, mais d'une quête de dignité, d'identité et de la fin de la dépendance permanente qui caractérise la vie dans les camps. Ce sentiment ne traduit pas une résignation à une vie en exil, mais plutôt un appel clair à un avenir où ils pourront subvenir à leurs besoins et retrouver leur héritage.

Cette aspiration puissante a été exprimée par un jeune leader rohingya qui a déclaré : « Nous ne voulons pas être des réfugiés dans ce pays. Nous ne voulons pas être un fardeau pour le Bangladesh. »

La délégation a entendu de manière constante que les Rohingyas ne souhaitent pas demeurer réfugiés indéfiniment. La députée Salma Zahid a fait écho à ce sentiment à la suite de ses échanges dans les camps : « Ils ne veulent pas être réfugiés pour toujours. Ils veulent rentrer chez eux. Mais d'ici là, ils méritent une éducation, des possibilités et le respect de leur dignité ici même. » Le rapatriement doit demeurer l'objectif à long terme, tandis que les besoins humanitaires et de protection immédiats ne peuvent être différés.

L'aspiration au rapatriement est atténuée par une crainte rationnelle, fondée sur la violence persistante et la persécution systématique au Myanmar. Il s'agit d'une réponse directe à des rapports crédibles faisant état de meurtres continus, de déplacements, de pénuries alimentaires

et de persécutions. Pour les jeunes Rohingyas, dont beaucoup n'ont connu que la vie dans un camp de réfugiés, l'idée de retourner sur les terres qui ont violemment expulsé leurs familles est empreinte de terreur. Comme l'a exprimé un jeune participant à la délégation : « Nous avons peur de retourner dans notre pays d'origine. »

Cette crainte s'est cristallisée en un ensemble clair de conditions préalables à tout processus de rapatriement viable. Les jeunes insistent pour que tout retour soit :

- Sûr
- Volontaire
- Digne
- Fondé sur la reconnaissance de la citoyenneté et des droits

Ces conditions constituent une exigence fondamentale liée à la survie et aux droits humains de base. Pour cette génération, le rapatriement est dénué de sens sans garanties de sécurité vérifiables et sans la restauration de leur identité juridique.

Bien que le régime du Myanmar n'ait pas accepté à ce jour de respecter ces conditions, lors d'une rencontre avec des responsables bangladais, la délégation a appris qu'un processus de vérification progresse lentement. Toutefois, aucun plan crédible n'existe pour assurer un retour sûr, volontaire et digne.

4. Sécurité, Criminalité et Instabilité Transfrontalière

La difficulté de la communauté internationale à élaborer une solution politique, combinée à la diminution des ressources, a directement créé un vide sécuritaire dangereux dans et autour des camps de réfugiés rohingyas. Si l'environnement sécuritaire est marqué par la criminalité organisée et les retombées régionales, la délégation a constaté que le principal moteur de cette instabilité est l'effondrement de l'espoir au sein d'une génération de jeunes sans perspective d'avenir. Ce désespoir engendre une vulnérabilité constante et croissante chez les individus, qui sont susceptibles d'être recrutés par des réseaux criminels exploitant systématiquement ce vide. La séance d'information de la délégation avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) a permis de mieux comprendre ces menaces convergentes.

Criminalité Organisée et Trafic de Stupéfiants

Les camps sont devenus un nœud stratégique dans le trafic transfrontalier de stupéfiants. Le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) a informé la délégation que des réseaux régionaux de narcotrafic exploitent la région de Cox's Bazar pour le transit et la dissimulation, ce qui crée de graves risques pour la sécurité des réfugiés et des communautés d'accueil. L'UNDSS a également indiqué que les infractions liées aux drogues représentent une part importante des incidents criminels signalés à Cox's Bazar, notamment le trafic, la contrebande et la violence connexe. Ces activités criminelles constituent une source de

financement essentielle pour les groupes armés opérant au Myanmar, établissant ainsi un lien direct entre l'insécurité dans les camps et le conflit régional plus large.

Dynamique des Gangs et Vulnérabilité des Jeunes

L'assassinat en 2021 du leader rohingya respecté Mohibullah, qui plaidait pour un rapatriement pacifique, a créé un vide de pouvoir rapidement comblé par plusieurs gangs criminels. Ces groupes ont été décrits par des responsables comme ayant un objectif strictement transactionnel et corrosif, motivé uniquement par le profit plutôt que par toute vision sociale ou politique. Leurs principales activités tournent autour de l'extorsion et des profits tirés du trafic de stupéfiants. Un facteur clé de leur expansion est le recrutement de jeunes vulnérables dépourvus de toute perspective d'avenir. Un responsable a souligné que nombre des enfants arrivés dans les camps en 2017 sont aujourd'hui de jeunes adultes sans accès à l'éducation, à l'emploi ni à des voies légales d'avenir, créant ainsi un bassin de jeunes vulnérables que les réseaux criminels exploitent activement. La délégation a également été informée que les dynamiques de violence ont évolué depuis la fin de 2024, avec une diminution des affrontements en plein jour dans certaines zones, ce qui a contribué à améliorer l'environnement opérationnel des services humanitaires. Cette situation demeure toutefois fragile et réversible.

Réseaux de Traite des Personnes

La délégation a été informée d'une tendance croissante en matière de traite des personnes, les camps servant de « point d'origine » pour des voyages périlleux, principalement par voie maritime vers la Malaisie. Les trafiquants et les passeurs font souvent partie des mêmes réseaux criminels, exploitant le désespoir des réfugiés. La période de pointe pour ces traversées maritimes dangereuses s'étend d'octobre à janvier, lorsque les eaux sont les plus calmes.

Capacité Limitée des Forces de l'Ordre

L'architecture formelle de sécurité au sein des camps est dangereusement insuffisante. La sécurité des 33 camps, qui abritent 1,2 million de personnes, est assurée par environ 2 000 membres du Bataillon de police armée (APBn), une unité spécialisée distincte de la police régulière. L'APBn dispose de capacités d'enquête limitées, et les services de police réguliers n'opèrent pas dans les camps, ce qui crée d'importantes lacunes en matière de maintien de l'ordre.

Retombées Régionales

L'instabilité est aggravée par des incidents transfrontaliers liés au conflit en cours au Myanmar. Ceux-ci comprennent des balles et des projectiles perdus qui pénètrent sur le territoire bangladais, ainsi que des mines terrestres emportées de l'autre côté de la frontière pendant les saisons de mousson, posant une menace directe tant pour les réfugiés que pour les communautés d'accueil.

5. Une Crise de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Santé Mentale

Bien que les menaces à la sécurité soient bien réelles, la crise la plus critique et déstabilisante relevée par la délégation est l'effondrement généralisé de l'espoir chez les jeunes Rohingyas. Ce sentiment, exprimé dans la réflexion d'un délégué, « Le manque d'espoir... c'est ce qui me préoccupe », a marqué chaque échange avec les réfugiés. Ce désespoir n'est pas abstrait; il découle directement du refus systématique d'accès à l'éducation, aux moyens de subsistance et aux perspectives d'avenir pour toute une génération, créant une crise sans doute plus dangereuse que la violence exercée par les gangs criminels.

La crise de l'éducation est au cœur de cet effondrement de l'espoir. Confinés dans les camps, les enfants et les jeunes Rohingyas font face à de sévères restrictions d'accès à l'éducation à tous les niveaux. Si l'absence d'enseignement secondaire et supérieur est depuis longtemps une source de désespoir pour les adolescents et les jeunes adultes, la délégation a appris que la situation s'est encore détériorée avec la réduction des financements internationaux. Les coupes dans les contributions des principaux donateurs, notamment celles liées aux programmes financés par l'USAID, ont entraîné la fermeture de centres d'apprentissage, y compris d'écoles primaires qui offraient auparavant une éducation de base aux jeunes enfants.

Des jeunes Rohingyas ont déploré : « Nous n'avons aucune possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur. » Ce sentiment de potentiel confisqué est également exprimé dans les mots bouleversants d'un autre jeune : « Quand je vais me coucher, je fais des rêves. Quand je me réveille, je les perds. » Cet appel collectif en faveur d'un avenir a été résumé dans une demande directe adressée à la délégation : « Nous souhaitons demander au gouvernement du Canada un accès à l'enseignement supérieur afin de devenir médecins, ingénieurs, pilotes. »

Une jeune fille de 14 ans, s'adressant à la sénatrice Ataullahjan, a confié discrètement son rêve de devenir enseignante et sa crainte de le voir s'éteindre faute d'éducation. « Le monde nous a oubliés », a-t-elle déclaré. « Nous voulons un avenir nous aussi. »

Par conséquent, même l'éducation de base n'est plus garantie. Les délégués ont rencontré des familles dont les enfants étaient inscrits dans des centres d'apprentissage aujourd'hui fermés, laissant des milliers d'enfants sans accès à une scolarité formelle. Cette régression a eu un impact psychologique profond tant sur les jeunes que sur les parents, renforçant la perception que chaque année apporte moins d'occasions que la précédente.

Pour les jeunes plus âgés, l'absence de parcours au-delà de l'enseignement primaire a engendré un sentiment de potentiel volé. Beaucoup ont décrit vivre dans une tension constante entre aspiration et inutilité, exprimant que leurs rêves de devenir des professionnels ou de contribuer de manière significative à la société semblent de plus en plus hors de portée.

Cette crise est aggravée par de graves défaillances en matière de protection, en particulier pour les femmes et les filles. Le manque de sécurité et d'intimité dans des abris surpeuplés les expose à des risques constants. Elles sont particulièrement vulnérables à la traite des personnes, aux mariages forcés ou exploitants et à d'autres formes de violence fondée sur le

genre. Comme l'a expliqué une jeune femme : « Il n'y a ni sécurité ni protection, surtout pour les femmes, c'est pourquoi beaucoup prennent des risques pour se rendre en Malaisie. »

La délégation a entendu des récits bouleversants de jeunes filles et de femmes ciblées par des trafiquants et des passeurs. Au-delà de l'insécurité physique, la délégation a appris que la stigmatisation elle-même est devenue un risque majeur en matière de protection pour les femmes et les filles. Tragiquement, celles qui retournent dans les camps enceintes après avoir été exploitées font face à une « stigmatisation sévère et à de mauvais traitements au sein même de leur communauté ». Les survivantes de la traite ou de l'exploitation sexuelle reviennent souvent enceintes ou traumatisées, pour ensuite faire face au rejet de membres de leur famille, de partenaires potentiels et de leur communauté élargie. Cette exclusion sociale a conduit à des cas documentés de tentatives de suicide, d'automutilation et de nouvelles tentatives de migration irrégulière.

Cette vulnérabilité est exacerbée par les pressions économiques; l'incapacité de payer une dot contribue également à la dépression et aux suicides chez les jeunes femmes. Comme l'a déclaré sans détour un membre de la communauté : « Parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer une dot, de nombreuses femmes se suicident dans les camps. »

La traite des personnes est revenue de manière récurrente comme une « crise au sein d'une crise », selon les délégués. Le député Sameer Zuberi a souligné que ces abus sont les symptômes d'un désespoir plus profond : « La traite des personnes, les mariages précoces et le désespoir sont des manifestations de l'absence d'espoir. Mais nous avons aussi aperçu des lueurs d'espoir. Nous avons rencontré des adolescents qui continuent de rêver de devenir médecins, enseignants et leaders. Nous avons la responsabilité de donner vie à cet espoir. »

6. Réduction de l'Aide et Désespoir

L'impact de la diminution de l'aide internationale constitue un facteur aggravant direct de cette crise humaine. La réduction des rations alimentaires et la fermeture de services essentiels ne sont pas de simples ajustements budgétaires; elles alimentent des risques aigus en matière de protection et nourrissent un cercle vicieux de désespoir. Les réfugiés rohingyas recevaient auparavant des paniers alimentaires d'une valeur de 12 dollars par personne chaque mois. Ceux-ci ont depuis été réduits à des paniers d'une valeur de 6 dollars par mois, soit à peine de quoi acheter du riz et de l'huile. Des jeunes ont décrit l'anxiété chronique engendrée par cette situation en déclarant : « Chaque année, nous entendons la même chose : les rations seront réduites, les services seront réduits. Même nos besoins fondamentaux ne sont plus couverts. »

Ce désespoir pousse les jeunes vers des « activités illégales et la migration irrégulière » comme seules options perçues de survie ou d'évasion. Lorsque toutes les voies formelles vers un avenir sont bloquées, les routes dangereuses et informelles proposées par des réseaux criminels deviennent, pour beaucoup, les seules restantes. Alors que la communauté réfugiée fait face à cette crise interne dévastatrice, le Bangladesh, en tant que pays d'accueil, est lui aussi confronté à des pressions immenses et croissantes.

7. Pressions des Communautés d'Accueil et Contraintes Politiques

Depuis plus de quatre décennies, le gouvernement et le peuple du Bangladesh font preuve d'une générosité exceptionnelle en accueillant la plus importante population de réfugiés au monde. Cette contribution de longue date est toutefois aujourd'hui soumise à une pression immense, en raison de la diminution du soutien international et d'importantes contraintes internes. Ces pressions façonnent directement les politiques gouvernementales, lesquelles, bien que restrictives, reposent sur des préoccupations légitimes liées à la sécurité nationale et à la stabilité à long terme.

Un point de tension majeur réside dans la montée des frictions avec les communautés d'accueil. À mesure que le financement international de la réponse humanitaire diminue, les ressources se raréfient. La délégation a été informée d'un important épisode de troubles civils survenu après que 1 200 enseignants bénévoles bangladais ont perdu leur emploi en raison de compressions budgétaires, entraînant des manifestations qui ont bloqué l'accès humanitaire pendant deux jours. Le gouvernement du Bangladesh est également confronté à des préoccupations sécuritaires qualifiées « d'existentielles », notamment les risques bien réels de trafic d'armes et l'expansion du commerce transfrontalier de stupéfiants dans les zones adjacentes aux camps.

Ces pressions ont conduit le gouvernement du Bangladesh à établir des lignes rouges politiques fermes et des obstacles structurels visant à empêcher l'installation permanente de la population rohingya. Selon des rencontres de haut niveau avec des conseillers gouvernementaux, ces contraintes comprennent :

- **Aucune intégration permanente** : La position du gouvernement est sans équivoque. Lors de discussions de haut niveau, les responsables ont souligné que le Bangladesh n'a pas l'intention d'intégrer la population rohingya dans la société bangladaise et continue de considérer le rapatriement comme la seule issue acceptable à long terme.
- **Restrictions sur l'Éducation** : Tout en reconnaissant l'importance de l'éducation de base, les responsables ont exprimé une grande prudence à l'égard de l'élargissement de l'accès à l'éducation secondaire et supérieure. Leur inquiétude porte sur l'absence de perspectives claires pour les jeunes instruits si le rapatriement demeure bloqué, ainsi que sur le risque que l'élargissement de l'éducation crée des attentes ou des pressions en faveur d'une installation permanente plutôt qu'un retour.
- **Restrictions des Moyens de Subsistance** : Les politiques actuelles empêchent les réfugiés d'exercer un emploi formel ou de vendre des biens, même après avoir reçu une formation professionnelle. Cet obstacle structurel bloque toute possibilité d'autonomie et renforce la dépendance à une aide humanitaire en déclin.

Les leaders de la société civile bangladaise ont souligné que la crise des Rohingyas se déroule dans un contexte de pressions nationales plus larges, notamment les déplacements liés aux changements climatiques, l'augmentation du travail des enfants et un accès limité aux soins de santé de base. Les ONG ont évoqué des estimations d'environ 15 millions de personnes affectées par l'érosion des rivières et les impacts climatiques au Bangladesh, ainsi qu'une

hausse du nombre d'enfants des rues et de travailleurs du secteur informel dans les centres urbains.

Ces crises interdépendantes contribuent à expliquer la prudence des politiques du Bangladesh et mettent en lumière la nécessité, pour les partenaires internationaux, y compris le Canada, d'adopter des approches qui intègrent la réponse humanitaire à des efforts à plus long terme en matière de développement, de résilience et de soutien aux communautés d'accueil.

C'est dans ce contexte que, en l'absence de perspectives viables pour l'avenir, telles que la réinstallation ou le rapatriement, le gouvernement hôte perçoit les instruments mêmes de l'espoir, comme l'éducation et les moyens de subsistance, comme des facteurs potentiels d'instabilité sociale et d'intégration permanente.

8. Les Besoins des Communautés d'Accueil : Vulnérabilité Parallèle et Pression Partagée

Bien que la crise des Rohingyas exige à juste titre une attention humanitaire urgente, la délégation reconnaît que tout engagement canadien durable doit également répondre aux besoins des communautés d'accueil du Bangladesh, parallèlement à ceux des réfugiés déplacés. L'ampleur et la durée de la crise ont exercé une pression considérable sur les plans social, économique et environnemental sur les communautés environnantes de Cox's Bazar et au-delà.

Lors de la visite, la délégation a parcouru une école locale financée par HCI et exploitée par une organisation partenaire bangladaise. L'établissement accueille des élèves soutenus par le programme de parrainage de HCI ainsi que des enfants issus de familles vulnérables et à faible revenu des communautés d'accueil. Les délégués ont échangé directement avec les élèves et les enseignants, entendant de vive voix les lacunes éducatives auxquelles sont confrontés les enfants locaux, dont les familles vivent dans la pauvreté, occupent des emplois précaires et ont un accès limité à une scolarité formelle, en particulier pour les filles. Les communautés d'accueil font face à des obstacles persistants à une éducation de qualité, notamment des classes surpeuplées, des infrastructures insuffisantes et des contraintes financières qui forcent les enfants à abandonner l'école prématurément.

La délégation a également observé la mise en œuvre d'une clinique médicale mobile financée par HCI, offrant des services dans des zones éloignées et mal desservies des communautés d'accueil. Par cette expérience, les délégués ont pu constater à quel point de nombreuses familles bangladaises dépendent des organisations non gouvernementales pour accéder aux soins de santé primaires.

9. La Perspective des ONG Locales

Afin de comprendre la réalité opérationnelle de la prestation de l'aide dans cet environnement contraint, la délégation a rencontré des dirigeants du secteur sans but lucratif bangladais. Leurs témoignages ont mis en lumière un décalage frappant entre les besoins urgents sur le terrain et les obstacles structurels limitant leur capacité d'intervention, dressant le portrait d'une communauté d'acteurs engagés qui luttent contre la diminution des financements et la dégradation des conditions.

Les participants ont régulièrement souligné que les projets humanitaires existants sont réduits, malgré l'absence de perspective de rapatriement à court terme. Cela a entraîné une détérioration des conditions dans les camps, où les Rohingyas reçoivent une aide de base sans pouvoir participer à une activité économique significative susceptible de favoriser leur autonomie. Les dirigeants d'ONG ont recensé plusieurs obstacles politiques précis qui freinent les progrès et renforcent la dépendance :

- **Infrastructure de l'Éducation** : En raison de la grave pénurie de terrains dans les camps, les ONG ont demandé l'autorisation de construire des centres d'apprentissage à plusieurs étages afin d'accueillir davantage d'élèves. Ces demandes ont été systématiquement refusées par le gouvernement, laissant des milliers d'enfants sans accès à l'éducation.
- **Exclusion des Filles** : S'appuyant sur des données de l'UNICEF, un dirigeant d'ONG a indiqué qu'environ 45 % des filles rohingyas ne reçoivent pas d'éducation. La demande communautaire pour l'éducation des filles est forte, mais l'espace physique nécessaire à l'expansion des programmes n'existe pas dans le cadre des politiques actuelles.
- **Blocages des moyens de subsistance** : Bien que les ONG offrent des formations professionnelles précieuses, les réfugiés ne sont pas autorisés à travailler ni à vendre leurs produits. De plus, les commerçants bangladais locaux ne sont pas autorisés à entrer dans les camps pour acheter des biens, créant une impasse économique qui entrave toute possibilité d'autonomie.

Malgré ces contraintes importantes, la délégation a pu constater le travail essentiel accompli par des organisations soutenues par le Canada pour fournir une aide vitale et renforcer la résilience.

10. Le Rôle et la Réputation du Canada

Tout au long de la mission, les responsables gouvernementaux bangladais, les leaders de la société civile et les partenaires humanitaires ont exprimé une perception constante du Canada comme un partenaire international crédible, constructif et qui se fonde sur des principes. Bien que le Canada ne soit pas perçu comme un acteur géopolitique déterminant dans l'issue du rapatriement, il est considéré comme un pays qui agit avec intégrité, qui écoute attentivement et qui fait preuve de constance sur le plan humanitaire. Le Canada jouit d'une réputation positive, et les organisations de la société civile canadienne sont reconnues pour leur travail sur le

terrain. Dans plusieurs sites visités, la délégation a observé des marques de financement et de partenariats associés au Canada dans le cadre de programmes humanitaires.

Les responsables bangladais ont souligné à maintes reprises leur appréciation pour l'engagement de longue date du Canada en faveur de la protection des réfugiés, des droits de la personne et de la coopération multilatérale. Cette réputation est renforcée par l'historique du Canada en matière d'accueil de réfugiés, y compris des familles rohingyas, ainsi que par la présence d'une importante diaspora bangladaise active dans les villes canadiennes.

Les organisations de la société civile et les dirigeants d'organismes sans but lucratif ont mis en avant le rôle particulièrement important des organisations caritatives canadiennes dans le contexte actuel de fatigue des donateurs mondiaux. Alors que les bailleurs internationaux réduisent leurs contributions ou réorientent leurs priorités, les organisations canadiennes sont décrites comme des partenaires fiables, capables de maintenir les services, d'expérimenter des approches novatrices et de défendre des positions de manière responsable. Cela renforce l'image du Canada comme un pays qui ne se désengage pas lorsque les crises deviennent prolongées.

Fait important, les responsables bangladais semblent distinguer le Canada d'autres acteurs internationaux. Le Canada n'est pas perçu comme imposant des conditions politiques ni comme recherchant une visibilité au détriment des réalités du pays hôte.

Au sein de la communauté rohingya, le Canada est apprécié pour son leadership en matière d'aide humanitaire et pour sa reconnaissance officielle du génocide. Toutefois, cette bonne volonté risque de s'éroder dans un contexte de priorités mondiales changeantes.

11. Engagement auprès du Gouvernement du Bangladesh : Renforcement des Relations Bilatérales

La délégation a tenu des discussions avec des hauts représentants du gouvernement du Bangladesh concernant la relation globale entre le Canada et le Bangladesh. Ces rencontres ont confirmé que la crise des Rohingyas ne peut être examinée isolément du partenariat diplomatique, économique et stratégique plus large entre les deux pays.

La délégation a rencontré des hauts responsables en charge des affaires étrangères, de la sécurité nationale et de la coordination des réfugiés, ainsi que le conseiller principal. Ces discussions ont permis de réaffirmer le respect du Canada pour la souveraineté du Bangladesh et son rôle de longue date en tant que pays hôte de la population rohingya. Les responsables ont souligné l'ampleur du fardeau que continue d'assumer le Bangladesh et l'importance d'une solidarité internationale soutenue.

La délégation a réitéré l'engagement du Canada en faveur d'un engagement fondé sur des principes, incluant le soutien à un rapatriement sûr, volontaire et digne, la poursuite de l'aide humanitaire et la coopération en matière de développement à long terme.

Au-delà du dossier rohingya, les responsables ont exprimé leur intérêt pour un approfondissement de la collaboration institutionnelle entre Ottawa et Dhaka. Les discussions ont également porté sur les relations économiques croissantes entre le Canada et le Bangladesh. La délégation a reconnu l'importance de renforcer les liens commerciaux. Elle a souligné qu'un partenariat économique stable et tourné vers l'avenir entre le Canada et le Bangladesh contribue à la stabilité régionale globale.

12. La Réponse Canadienne sur le Terrain

Dans un environnement contraint et sous-financé, les organisations canadiennes d'aide humanitaire sont des acteurs essentiels, fournissant une assistance vitale, renforçant la résilience et innovant en partenariat avec des acteurs mondiaux. Ces organisations, illustrées par le travail de Human Concern International (HCI), représentent un pilier clé de la présence et de l'influence internationales du Canada, agissant comme des canaux fiables et efficaces pour l'aide humanitaire.

La délégation a constaté de première main comment HCI, à titre d'exemple phare de l'engagement humanitaire canadien, met en œuvre une stratégie multidimensionnelle combinant la prestation directe de services et un engagement de haut niveau en matière de politiques.

Facilitation du Dialogue Politique

Un haut responsable bangladais a indiqué que la délégation parlementaire a contribué à créer un canal constructif de dialogue et de renforcement des relations entre le Canada et le Bangladesh.

Prestation de Services Essentiels

La délégation a visité plusieurs programmes de soutien direct de HCI, observant leur impact tangible. Cela comprenait une visite de l'école du programme de parrainage d'enfants dans le camp no 4, qui offre une éducation à environ 300 enfants rohingyas. Les délégués ont également observé la clinique OBAT financée par HCI, qui fournit des services complets de soins de santé primaires, incluant des soins préventifs, curatifs et diagnostiques, avec des unités spécialisées en santé maternelle, en soins dentaires et en services pharmaceutiques. La délégation a également pris connaissance des cliniques médicales mobiles de HCI, qui fournissent des services de santé essentiels aux communautés d'accueil éloignées qui n'auraient autrement aucun accès aux soins.

Partenariats Stratégiques et Innovation

HCI a démontré une stratégie claire consistant à tirer parti de sa présence sur le terrain pour établir des partenariats solides avec de grands acteurs internationaux. La délégation a visité la clinique de santé OBAT, un établissement complet de soins primaires soutenu par une subvention de HCI en partenariat avec des organisations internationales. Un partenariat entre HCI et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) visant à lutter contre la traite des personnes dans l'ensemble des 33 camps constitue un exemple de réponse à l'un des risques de protection les plus graves auxquels font face les Rohingyas.

Bien que ces efforts sur le terrain soient essentiels pour assurer la survie et la dignité, leur efficacité globale est façonnée et limitée par le contexte international plus large en matière de diplomatie et de financement.

13. Réponse Internationale

La crise des Rohingyas connaît une diminution importante et préoccupante de l'attention et des ressources à l'échelle mondiale. Cette évolution s'explique par une combinaison de fatigue des donateurs et de l'émergence d'autres conflits géopolitiques majeurs. Elle a détourné le capital politique et les financements humanitaires d'une situation désormais perçue comme chronique et insoluble.

Les délégués ont constaté que l'attention mondiale et les ressources humanitaires se sont déplacées vers des crises plus récentes, contribuant à la fatigue des donateurs et à une baisse de la visibilité de la réponse aux Rohingyas. Cela a engendré une grave crise de financement humanitaire qui affecte directement la prestation de services essentiels tels que l'alimentation, les soins de santé et l'éducation sur le terrain.

Cette diminution de l'attention est aggravée par des contraintes géopolitiques qui empêchent l'émergence d'une solution durable. Lors d'une séance d'information de haut niveau, la délégation a été informée qu'une mission de maintien de la paix des Nations Unies (« casques bleus ») visant à assurer un environnement sûr pour le rapatriement n'est pas considérée comme une option viable, décision prise par le Conseil de sécurité de l'ONU. Un conseiller principal bangladais a affirmé qu'aucune résolution n'est possible sans la coopération de puissances régionales clés.

Cette combinaison d'un désengagement international progressif et d'une impasse diplomatique profonde rend nécessaire un engagement canadien ciblé, stratégique et renouvelé, afin d'éviter une aggravation de l'instabilité et du désespoir.

14. Résumé des Principales Conclusions

Sur la base d'observations directes, de séances d'information d'experts et de témoignages de réfugiés rohingyas, la délégation parlementaire est parvenue aux conclusions principales suivantes :

1. **La Crise est Structurellement Prolongée, non Temporaire.** La crise est structurellement prolongée, ce qui signifie qu'un modèle d'aide à court terme renouvelé annuellement est non seulement insuffisant, mais également stratégiquement inadéquat, puisqu'il ne s'attaque pas aux causes profondes de l'instabilité.
2. **L'Effondrement de l'Espoir est le Principal Facteur de Déstabilisation.** Le désespoir généralisé parmi les réfugiés, causé par l'absence systémique de perspectives d'avenir, représente une menace plus immédiate pour la stabilité que la violence entre gangs. Il constitue le principal moteur des migrations irrégulières à haut risque, des crises aiguës de santé mentale et de la vulnérabilité à l'exploitation.
3. **L'Écart en Matière d'Éducation est la Défaillance de Protection la Plus Urgente.** Le manque systémique d'accès à l'enseignement secondaire et supérieur est en train de créer une « génération perdue ». Il s'agit de la préoccupation la plus urgente exprimée par les jeunes Rohingyas, qui considèrent l'éducation comme leur seule voie vers un avenir digne.
4. **Les Réductions du Financement Humanitaire sont un Facteur Direct de Multiplication des Menaces.** Les diminutions de l'aide destinée à l'alimentation, à la santé et à l'éducation ne sont pas de simples ajustements budgétaires; elles augmentent activement la vulnérabilité des réfugiés à la traite des personnes, au recrutement criminel et à d'autres formes d'exploitation en accentuant le désespoir.
5. **Les Politiques du Pays d'Accueil, Bien que Restrictives, sont Façonnées par de Réelles Pressions.** Les contraintes imposées par le Bangladesh en matière de moyens de subsistance et d'éducation formelle reposent sur des préoccupations légitimes liées à la sécurité nationale et au poids considérable de l'accueil de plus d'un million de réfugiés dans un contexte de diminution du soutien international. Une solution durable nécessite de reconnaître et de prendre en compte ces pressions.
6. **La Société Civile Canadienne est un Atout Stratégique Essentiel.** Les organisations canadiennes présentes sur le terrain jouent un rôle crucial. Par exemple, des organismes comme Human Concern International continuent de fournir des services vitaux. Toutefois, en raison des récents bouleversements géopolitiques et de la baisse de l'attention internationale, les réfugiés rohingyas dépendent de plus en plus de l'aide fournie par ces organisations.

15. Recommandations pour un Engagement Renouvelé du Canada

Au gouvernement du Canada, la délégation soumet que les conclusions de cette mission exigent une approche renouvelée et stratégique. Les recommandations suivantes se veulent pragmatiques, à fort impact et alignées sur le rôle établi du Canada en tant que chef de file mondial en matière de droits de la personne, de protection des réfugiés et d'action humanitaire.

1. Stabilisation du Soutien Humanitaire et Promotion de la Protection

Afin d'éviter une aggravation de la crise sécuritaire et de protection, le Canada doit d'abord stabiliser l'environnement opérationnel en préservant ses engagements financiers envers la réponse humanitaire pour les Rohingyas. Dans ce cadre, il devrait accorder la priorité aux

programmes visant à atténuer les risques aigus à la protection des femmes et des filles. Cela inclut le soutien et la promotion d'initiatives communautaires telles que la stratégie globale de lutte contre la traite des personnes mise en œuvre par HCI et l'OIM, qui constitue un modèle évolutif en matière de prévention et de soutien aux survivantes.

2. Établissement de Volets de Financement Dédiés d'Affaires Mondiales Canada pour les Organisations Canadiennes sur le Terrain

Afin d'améliorer l'efficacité, la continuité et la reddition de comptes dans des crises prolongées comme celle des Rohingyas, Affaires mondiales Canada devrait renouveler des programmes de financement pluriannuels en partenariat avec des organisations canadiennes. Des volets de financement dédiés permettraient à ces organisations de maintenir des services essentiels en période de volatilité du financement mondial, d'éviter des fermetures abruptes de programmes, comme celles des centres d'apprentissage, et d'investir dans des initiatives à long terme en matière de protection, d'éducation et de résilience.

3. Investissement dans l'Éducation comme Bouée de Sauvetage pour la Prochaine Génération

En tant que levier le plus efficace pour contrer le désespoir qui alimente la criminalité, le Canada devrait se positionner comme un chef de file mondial dans l'expansion des possibilités éducatives pour les jeunes Rohingyas. Cela exige un plaidoyer diplomatique et un financement direct en faveur d'initiatives offrant un accès à l'enseignement secondaire, postsecondaire et à la formation professionnelle. La priorité devrait être accordée à des modèles de « compétences transférables », offrant aux jeunes espoir et capacités concrètes utiles quel que soit leur lieu d'avenir, tout en respectant la préférence du gouvernement hôte d'éviter la création d'incitatifs à une intégration permanente.

4. Élargissement des Voies de Réinstallation et des Voies Complémentaires

Le Canada devrait élargir son programme ciblé de réinstallation pour les réfugiés rohingyas, en reconnaissant qu'il s'agit d'un outil de protection essentiel pour les personnes exposées à des risques extrêmes.

5. Revitalisation de l'Action Diplomatique et Multilatérale

Le Canada doit réaffirmer son leadership diplomatique sur le dossier des Rohingyas. Cela devrait inclure le renforcement de la pression multilatérale sur le Myanmar afin de créer des conditions propices à un rapatriement sûr et digne, l'approfondissement de l'engagement avec les principaux acteurs régionaux, et la garantie d'une représentation canadienne de haut niveau lors des forums internationaux clés. Le Canada devrait également explorer des canaux diplomatiques non traditionnels, notamment en collaborant avec des États comme le Qatar, qui disposent d'une expérience reconnue en matière de médiation, afin d'identifier de nouvelles voies de dialogue avec le Myanmar et les acteurs régionaux concernés.

16. Le Rôle du Groupe d'Amitié Parlementaire Canada-Bangladesh dans le Maintien de l'Élan

Le Groupe d'amitié parlementaire Canada-Bangladesh a un rôle crucial et continu à jouer pour veiller à ce que la crise des Rohingyas demeure une priorité de la politique étrangère canadienne. Par la supervision, le plaidoyer et l'action législative, les parlementaires peuvent tenir le gouvernement responsable de ses engagements et s'assurer que les voix des Rohingyas ne soient pas oubliées. L'élan généré par cette délégation doit se traduire par un engagement parlementaire soutenu.

À cette fin, la délégation s'est engagée à entreprendre les prochaines étapes concrètes suivantes :

- **Coparrainer une séance d'information sur la Colline du Parlement** à l'intention de l'ensemble des députés et des sénateurs, en s'appuyant sur les conclusions du présent rapport afin de renforcer la sensibilisation et de favoriser un consensus multipartite en faveur d'un engagement canadien renouvelé.
- **Recommander que les comités permanents concernés**, notamment le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration et le Comité sénatorial permanent des droits de la personne, entreprennent une étude ciblée sur la stratégie à long terme du Canada face à la crise des Rohingyas.

Ce travail est essentiel pour garantir que la réponse du Canada s'inscrive dans une stratégie cohérente à long terme, fondée sur les valeurs fondamentales de notre pays.

17. Conclusion

L'effondrement de l'espoir est devenu le principal moteur de l'instabilité, menaçant de sacrifier toute une génération de jeunes Rohingyas et de fragiliser l'équilibre du plus grand site d'accueil de réfugiés au monde. Les effets combinés de la négligence internationale, de l'impasse géopolitique et de la criminalité organisée créent une réalité où le désespoir devient la principale monnaie d'échange.

Si la voie vers une solution durable est complexe, le coût de l'inaction est clair : une génération perdue, une instabilité régionale accrue et une érosion de la dignité humaine. Le peuple rohingya ne réclame pas une dépendance permanente; il demande les moyens de nourrir l'espoir et la solidarité internationale nécessaires pour pouvoir, un jour, rentrer chez lui en sécurité et dans la dignité.

Le Canada a une longue tradition d'engagement lorsque le leadership fondé sur nos principes est le plus nécessaire. Nous sommes à un tel moment. Un engagement renouvelé du Canada n'est pas simplement un geste de charité, mais une défense stratégique et nécessaire des principes des droits de la personne, de justice et de responsabilité internationale. Ces principes

sont au cœur de l'identité du Canada sur la scène mondiale. Il est temps de faire preuve de leadership à nouveau.

La sénatrice Salma Ataullahjan a souligné la dimension morale de l'engagement canadien : « Le Bangladesh a fait ce que peu de pays auraient fait. Il a ouvert ses frontières, son territoire et son cœur. Mais il ne peut pas y parvenir seul. Nous avons le devoir d'appuyer à la fois le pays hôte et le peuple rohingya. » Cette visite a renforcé la nécessité pour le Canada de demeurer engagé de manière visible, fondée sur des principes et attentive à la fois aux réalités humanitaires et aux contraintes géopolitiques.

